

PROPOSITIONS DES CANDIDATS CONCERNANT LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

1. FRANÇOIS BAYROU

Le programme énergétique de François Bayrou n'est à ce jour guère détaillé. Il est fondé sur quatre leviers : un développement ambitieux des énergies renouvelables, l'élévation progressive des normes d'efficacité énergétique et de performance environnementale, une fiscalité réorientée pour susciter chez chaque acteur des comportements éco-responsables et un effort de recherche qui visera au développement des énergies renouvelables.

2. FRANÇOIS HOLLANDE

C'est à travers trois points de son programme « [60 engagements pour la France](#) » (points 41 à 43) que le candidat François Hollande expose ses engagements énergétiques et environnementaux. Tout d'abord, François Hollande souhaite conserver l'indépendance énergétique de la France tout en diversifiant les sources d'énergie. Cela serait permis par une **réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité passant de 75% à 50% à l'horizon 2025**. Il prend l'engagement de garantir la sécurité maximale des installations et de poursuivre la modernisation de l'industrie nucléaire et la fermeture de Fessenheim et la fin de l'EPR de Flamanville sera programmée. En parallèle, François Hollande désire continuer la **montée en puissance des énergies renouvelables** en soutenant la création et le développement de filières industrielles dans ce secteur.

François Hollande entend **modifier la tarification de l'eau, de l'électricité et du gaz**. Celle-ci sera progressive afin de garantir l'accès de tous à ces biens essentiels et d'inciter à une consommation responsable. Cette tarification permettra à terme de « *faire sortir de la précarité énergétique 8 millions de français* ».

Enfin, François Hollande prévoit un **plan de rénovation thermique des bâtiments** qui devrait permettre à 1 million de logement par an de bénéficier d'une isolation thermique de qualité, tout en créant de milliers d'emplois.

Bien que le programme du candidat socialiste reste dans l'ensemble proche de celui de son parti, il s'en démarque légèrement, surtout concernant les propositions de taxes énergétiques. Le Parti socialiste proposait en effet, en plus des taxes sur les produits pétroliers, l'instauration d'une taxe sur les groupes pétroliers, l'uranium et les déchets nucléaires, la mise en place d'une contribution climat-énergie incluant l'électricité ainsi que la mise en œuvre d'une T.V.A modulable. Le produit de l'ensemble de ces taxes aurait abondé entre autres un Fonds national de l'efficacité énergétique, destiné à financer les économies d'énergie (logements, transports individuels et collectifs), le rattrapage en matière de nouvelles énergies et le développement de nouvelles filières, ainsi que les mesures d'accompagnement à destination des ménages précaires.

3. EVA JOLY

Le [programme](#) d'Eva Joly, repose principalement sur « l'économie verte ». Il permettrait la création d'environ 1 million d'emplois d'ici à 2020. Dans le domaine énergétique, Eva Joly met en avant la nécessité de réaliser une mutation énergétique. Pour cela, deux arguments forts sont au centre de

son discours. Le premier repose sur la volonté de produire de **l'énergie reposant à 100% sur les énergies renouvelables au plus tard en 2050**. Eva Joly fait partie des candidats qui prônent la sortie du nucléaire. Elle propose l'abandon du nucléaire civil d'ici 20 ans. Ces mesures, si elles sont appliquées dans le secteur énergétique, entraîneraient la création de 491 000 emplois d'ici 2020. Le développement des énergies renouvelables permettrait la création d'environ 141 000 emplois (emplois directs et indirects). Les économies d'énergie génèreraient près de 440 000 emplois grâce au **plan de rénovation thermique** proposé (Rénovation de 950 000 logements en BBC (bâtiment basse consommation)¹ et 43 millions de m² de bâtiments tertiaires par an à horizon 2020). En parallèle, on assisterait à des **reconversions professionnelles**, notamment dans les énergies fossiles où 65 000 emplois serait concernés ainsi que 70 000 emplois dans la filière nucléaire. Dans le secteur du transport, la mise en place **d'investissements massifs dans les transports collectifs urbains et interurbains** engendreraient la création de 30 000 emplois. Mais des mesures comme **l'abandon de projets autoroutiers et aéroportuaires** ou bien la **reconversion de l'industrie automobile** vers des véhicules moins polluants détruirait environ 60 000 emplois. Enfin les mutations agricoles prévues telles que le **renouvellement de la Politique Agricole Commune** sur des critères plus environnementaux et sociaux ou bien l'orientation vers **une agriculture biologique** entraînerait la création de 75 000 emplois.

4. MARINE LE PEN

Le [projet énergétique et environnemental](#) de Marine Le Pen est présenté sur son site Internet dans une partie englobant plusieurs thèmes « Ecologie, sécurité alimentaire et industrielle, protection animale ».

Marine Le Pen part du constat d'une perte de confiance des Français dans les projets écologiques et l'explique par le résultat de promesses non tenues, comme le Grenelle de l'environnement, et par la perte d'une avance dont bénéficiait la France en matière de recherche et de nouvelles technologies énergétiques, en raison de politiques publiques inappropriées, d'un soutien insuffisant aux entreprises innovantes, et du choix de céder certaines technologies à des puissances étrangères.

Marine Le Pen juge que l'écologie ne doit en aucun cas être synonyme de décroissance. Les implications des mesures écologiques sur la croissance économique ne doivent jamais être négligées car l'écologie ne doit pas entraver la croissance économique. Dès lors, toute création d'impôt au nom de l'écologie doit être refusée.

Enfin, Marine Le Pen estime que les questions écologiques constituent un enjeu global et doivent s'inscrire dans « la cohérence générale d'un projet politique » car elles sont liées à de nombreux domaines (questions économiques, maîtrise internationale des migrations, développement des pays pauvres et émergents). Par conséquent, ces questions ne doivent pas être monopolisées par un seul parti, ce qui, selon elle, dévalorise l'écologie.

Le projet de Marine Le Pen s'articule dès lors autour de deux grandes propositions :

➤ La première consiste à **refonder un nouveau modèle économique** pour la France qui s'intitule « Produire au plus près, retraiter sur place ». Marine Le Pen justifie cette relocalisation de la force de production grâce aux économies d'émission de gaz à effet de serre induit par une diminution des circuits de transport au niveau international. A cela, s'ajoute, une protection aux frontières nationales avec l'instauration de droit de douane qui seront déterminés selon le niveau de protection social des pays exportateurs et selon la qualité écologique et la sécurité de leur production.

¹ Selon la réglementation RT2005 (RT2012 à partir du 28 octobre 2011) est un bâtiment dont la consommation conventionnelle en énergie primaire pour le chauffage, le refroidissement, la ventilation, la production d'eau chaude sanitaire, l'éclairage et les auxiliaires techniques (pompes...) est inférieure de 80% à la consommation réglementaire.

➤ La seconde concerne l'orientation énergétique de la candidate. Celle-ci établit sa politique énergétique sur deux horizons de temps. **Sur le moyen terme, Marine Le Pen souhaite conserver l'énergie nucléaire** tout en soutenant la recherche dans les énergies renouvelables et dans le domaine de l'hydrogène. Tandis qu'elle indique vouloir maintenir l'EPR à Flamanville et soutenir le projet ITER à Cadarache, elle fixe l'objectif de couvrir à terme 10 à 15 % des besoins énergétiques grâce aux énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, bio-carburants). **Sur le long terme, Marine Le Pen désire sortir du nucléaire.** Pendant cette transition, elle souhaite limiter au maximum le recours à des sociétés privées dans l'exploitation et l'entretien des centrales, ainsi que des centrales de traitement des déchets radioactifs.

Marine Le Pen évalue les dépenses totales dans le domaine de l'environnement et l'énergie à 6,3 milliards d'euros sur 5 ans.

Chiffrage en millions € prix 2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	A 5 ans
Hypothèse de croissance	0%	0,5%	1%	1,7%	2,4%	2,8%	
Hypothèse de PIB	1 970 000	1 979 850	1 999 649	2 033 643	2 082 450	2 140 759	
Ecologie, sécurité alimentaire et industrielle, protection animale	0	- 600	- 1 000	- 1 500	- 1 500	- 1 750	- 6 350
Recherche énergies nouvelles et renouvelables		- 500	- 750	- 1 000	- 1 000	- 1 000	- 4 250
Poursuite du développement sur ITER, EPR, retraitement et Thorium		- 100	- 250	- 500	- 500	- 750	- 2 100

5. JEAN-LUC MÉLENCHON

Le programme énergétique de Jean-Luc Mélenchon est développé dans le chapitre « Des choix énergétiques sous contrôle citoyen » du programme du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon affirme la volonté **d'une maîtrise publique du secteur de l'énergie**. Cette exigence s'exprimera à travers la création d'un pôle 100% public comprenant EDF, GDF, Areva et Total, dont l'ensemble des salariés seront sous le même statut. **Un débat public national aura lieu afin de mettre en place la politique énergétique en France.** Ainsi, le Front de Gauche, dans son programme ne prend pas parti sur la prolongation ou non du nucléaire, seule une réinternalisation de toutes les opérations de maintenance et de sûreté nucléaire sera engagées.

De plus, Jean-Luc Mélenchon prévoit la mise en place **d'une tarification progressive et sociale de l'électricité**, un programme d'investissement publics et un réseau de géothermie profonde, de même que **l'abrogation de la loi NOME** (libéralisant le marché de l'électricité). Au niveau thermique, un plan national de remise aux normes énergétiques des logements pour l'ensemble des bâtiments publics est prévu.

6. NICOLAS SARKOZY

Le programme énergétique de l'UMP s'inscrit essentiellement dans la prolongation du Grenelle de l'Environnement. L'UMP souhaite développer les énergies renouvelables notamment grâce à la recherche publique et des commandes publiques tout en conservant l'énergie nucléaire, notamment avec la conservation de Fessenheim, plus vieille centrale nucléaire mise en service en 1977.